PORTO-NOVO, le 3 FEVRIER 1962

) ECRET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 62- 50 /PR/MAC/SNDR.

portant approbation des statuts de la Société
Nationale pour le Développement Rural du Dahomey.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Loi n°60-36 du 26 Novembre 1960 portant Constitution
de la République du Dahomey ;

VU la Loi n° 61-19 du 5 Juillet 1961 autorisant l'aliéna-
tion de certains investissements à caractère rural ;

VU le Décret n° 61-191/PR/MAC. du 8 Juillet 1961 autori-
sant la création d'une Société d'Economie Mixte dite "Société
Nationale pour le Développement Rural du Dahomey ;

VU le Décret n°61-458/PR/MAC/SNDR. du 27 Décembre 1961
portant affectation de biens de l'Etat en apport au capital
social de la Société Nationale pour le Développement Rural
du Dahomey,

VU le procès-verbal de l'Assemblée Générale Constitutive
de la Société Nationale pour le Développement Rural du Dahomey
en date du 29 Décembre 1961;

SUR le rapport du Ministre de l'Agriculture et de la Coopé-
ration;

Le Conseil des Ministres entendu ;

) É C R É T E :

ARTICLE 1er.- Sont approuvés les statuts de la Société Nationale
pour le Développement Rural du Dahomey, tels qu'ils ont été adoptés
par l'Assemblée Générale Constitutive de la Société le 29 Décembre
1961, et tels qu'ils sont publiés en annexe au présent décret.

ARTICLE 2.- Les Administrateurs, représentant l'Etat du Dahomey en
tant qu'actionnaire de catégorie "A" sont es qualité :

- Le Ministre de l'Agriculture et de la Coopération, sta-
tutairement Président du Conseil d'Administration de la
Société,
- Le Directeur de l'Agriculture
- Le Directeur de l'Elevage
- Le Directeur des Eaux et Forêts
- Le Directeur du Budget
- Le Directeur du Plan

ARTICLE 3.- Les Administrateurs, représentant l'Etat du Dahomey en tant qu'actionnaire de catégorie "B", sont désignés par arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Coopération.

ARTICLE 4.- Le compte chèque postal - Cotonou 106-11 ouvert au nom de l'agent Intermédiaire de Recettes du Secteur Palmeraie-Ouémé en application des arrêtés 53/FA/Plan du 14 Janvier 1958 et 15/PCM/MAP. du 26 Mars, sera transféré avec son actif à la Société Nationale pour le Développement Rural du Dahomey dès approbation de la Convention à intervenir entre les deux organismes avec effet à la date qui aura été fixée par l'acte d'approbation.

ARTICLE 5.- Les dispositions de l'arrêté n° 1917/ITLS/D. du 6 Août 1953 fixant la durée du travail dans les exploitations agricoles sont applicables à la Société Nationale pour le Développement Rural du Dahomey qui est classée dans sa totalité "Entreprise Agricole".

ARTICLE 6.- Le Ministre de l'Agriculture et de la Coopération est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera./.-

AMPLIATIONS:

JORD	1
PR.	15
SGG.	4
MINISTRES	14
A.N.D.	10
COUR SUPREME	2
MAP-MNDR	10

Hubert MAGA

ARTICLE 5.- De nouvelles agences pourront être créés par le Conseil d'Administration chaque fois que cela sera nécessaire, pour promouvoir les actions rurales inscrites aux plans de développement élaborés par le Gouvernement et dès que les moyens de leur financement auront été déterminés.

ARTICLE 6.- Le siège social de la Société est fixé à Porto-Novo. Il pourra être fixé ailleurs qu'à Porto-Novo par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire.

Des sièges administratifs, d'exploitation ou de direction pourront être établis partout où le Conseil d'Administration le jugera utile, et notamment dans chacune des agences de la Société.

- T I T R E II -

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 7.- Le capital social est fixé à cinquante millions de francs CFA divisé en dix mille actions de cinq mille francs CFA chacune, dont cinq mille cent actions de la catégorie A et quatre mille neuf cents actions de la catégorie B.

Les actions de la catégorie A ne peuvent appartenir qu'à des personnes de droit public. Les actions de la catégorie B peuvent appartenir soit à des personnes de droit privé, soit à des personnes de droit public.

Les biens de l'Etat provenant des investissements FIDES au titre du développement rural ainsi que des études d'aménagement à caractère rural et notamment des biens immobiliers et mobiliers du Secteur Palmoraie-Ouémé dont la valeur sera appréciée par une commission ad hoc, entreront pour leur valeur estimée dans le capital social et donneront lieu à délivrance d'actions de catégorie A au nom de l'Etat du Dahomey jusqu'à concurrence de 51 % du capital social. Les apports de cette nature dépassant 51% du montant du capital social donneront lieu à délivrance d'action de catég. B.

ARTICLE 8.- Sur proposition du Conseil d'Administration, le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois, par la création d'actions nouvelles en représentation d'apports en nature ou en espèces ou par la transformation en actions de réserves extraordinaires de la société, on vertu d'une délibération de l'assemblée générale. Cette assemblée fixe les conditions de l'émission des nouvelles actions ou délègue au Conseil d'Administration des pouvoirs à cet effort.

Il peut être créé, en représentation des augmentations de capital soit des actions ordinaires, soit des actions de priorité jouissant de certains avantages sur les autres actions ou conférant des droits d'antériorité à condition que les actions de la catégorie "A" représentent toujours au moins 51 p. 100 des actions.

En cas d'augmentation du capital, les titulaires des actions "A" émises antérieurement à cette augmentation ont, conformément aux dispositions légales en vigueur, un droit de préférence pour la souscription des actions "A" émises, au prorata du capital ancien possédé, et les propriétaires des actions "B" ont de même un droit préférentiel aux nouvelles actions "B". Si certains actionnaires n'exercent pas leur droit, les actions nouvelles correspondantes seront réservées par priorité aux autres actionnaires dans les conditions légales.

L'assemblée générale confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour déterminer les modalités selon lesquelles l'augmentation du capital sera réalisée et les droits de préférence exercés.

ARTICLE 9. - Les actions souscrites en numéraire seront payables en une seule fois, au moment de la souscription.

ARTICLE 10. - A dater du jour de son exigibilité et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, tout versement en retard entraîne au bénéfice de la société le paiement d'un intérêt de 5 p. 100.

Tout titre non revêtu de la mention régulière des versements exigibles cesse d'être négociable, il ne peut être représenté aux assemblées générales jusqu'à sa libération régulière.

ARTICLE 11. - Sous réserve des dispositions relatives aux modalités de participation et de souscription des collectifs, établissements et organismes publics, et à défaut de paiement dans les trente jours à partir de la date fixée pour le versement, il sera adressé à tout actionnaire retardataire une lettre recommandée à son domicile connu, le mettant en demeure de remplir son engagement dans le délai de trente jours. Passé ce délai, la Société peut vendre les actions dont les versements sont en retard.

A cet effet, un avis de mise en vente indiquant les numéros des actions en retard de libération sera publié dans le journal d'annonces légales du siège social et la vente pourra avoir lieu trente jours après cette publication.

Dès fixation de la date de la vente, avis en sera donné à l'actionnaire défaillant.

La vente des actions pourra avoir lieu en bloc ou en détail en une ou plusieurs fois. Elle sera faite pour le compte et aux risques et périls des retardataires. Elle sera effectuée aux enchères publiques par le Ministère d'un notaire. Seront seuls admis à prendre part aux enchères les propriétaires d'actions appartenant au même groupe. A défaut de résultat, il pourra être procédé à de nouvelles enchères auxquelles seront admis tous les actionnaires et même ensuite, si besoin est, à des enchères auxquelles pourront prendre part les personnes physiques ou morales étrangères à la société.

Les titres originaux des actions ainsi vendues deviennent nuls de plein droit. Ils ne peuvent être admis à négociation ou à transfert et doivent être restitués à la société pour annulation. De nouveaux titres portant les mêmes numéros et revêtus d'une mention de duplicata sont distribués aux acquéreurs.

Sur le produit net de la vente sont imputés d'abord les frais de poursuite, puis les intérêts dus et ensuite le capital exigible. L'excédent disponible appartiendra à l'actionnaire dépossédé. Si, au contraire, il y a déficit, l'actionnaire poursuivi sera tenu de cette différence pour laquelle la société conserve tous ses droits contre le retardataire et ses garants.

ARTICLE 12. - Les titres définitifs d'actions sont extraits d'un registre à souche, revêtus d'un numéro d'ordre et de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué du Conseil. Dans les deux cas, la signature d'un administrateur pourra être imprimée ou apposée au moyen d'une griffe.

ARTICLE 13 - Les actions sont toutes nominatives. La cession des actions s'opère par une déclaration de transfert et une déclaration d'acceptation de transfert signées l'une par le cédant, l'autre par le cessionnaire et remises à la Société avec le certificat nominatif. La transmission ne s'opère, soit entre les parties, soit à l'égard de la Société que par l'inscription du transfert faite conformément aux déclarations ci-dessus sur les registres de la Société. L'acceptation de transfert ne sera plus exigée lorsque les actions seront entièrement libérées. Le certificat du cédant est annulé et il est délivré un ou plusieurs certificats nouveaux aux ayants droit.

Les frais résultant du transfert sont à la charge de l'acquéreur.

La Société peut exiger que la signature des parties soit certifiée dans les conditions légales.

ARTICLE 14.- Les actions sont indivisibles vis-à-vis de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

En conséquence, les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès d'elle par un seul d'entre eux, considéré par elle comme ayant seul le droit de voter.

ARTICLE 15.- La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

Chaque action donne droit à une part égale dans la propriété de l'actif social. Ce droit ne peut être exercé qu'en cas de liquidation et de partage dans les conditions prévues aux articles 52 et 53.

Elle donne droit au vote ou à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions fixées par la loi et par les présents statuts.

Elle donne droit à tout actionnaire, à toute époque de l'année de prendre connaissance ou copie au siège social, par lui-même ou par un mandataire, de tous les documents qui ont été soumis aux assemblées générales durant les trois dernières années et des procès-verbaux de ces assemblées ainsi que d'user du droit de communication prévu à l'article 50 des statuts. Elle donne droit, en outre, d'agir en justice dans les conditions prévues au titre IX.

- T I T R E III -

ADMINISTRATION

ARTICLE 16.- La Société est administrée par un Conseil composé de douze membres, les actionnaires de la catégorie "A" devant toujours être représentés par sept Administrateurs.

Le Ministre de l'Agriculture est de droit Président du Conseil d'Administration.

Sauf l'effet du renouvellement ci-après mentionné, la durée des fonctions d'administrateur est de six années.

Le Conseil se renouvellera tous les trois ans, à raison d'un nombre de membres tel que le renouvellement soit complet dans chaque période de six ans et se fasse aussi également que possible, suivant le nombre des administrateurs.

Pour la première application de cette disposition, le sort indique l'ordre de sortie, à l'intérieur de chacun des deux groupes d'administrateurs de la catégorie A et de la Catégorie B. Une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination.

Le mandat des administrateurs est prorogé de plein droit jusqu'à l'assemblée générale qui suit l'expiration normale de ce mandat.

Tout membre sortant est rééligible.

ARTICLE 17. - Les collectivités et établissements publics et autres personnes de droit public qui font partie du conseil d'Administration y exercent les fonctions d'administrateur par un représentant autorisé. Il en est de même des associations syndicales libres.

Les entreprises industrielles, commerciales et agricoles, les coopératives et les sociétés d'intérêt collectif agricole qui font partie du conseil d'administration exercent les fonctions d'administrateurs de la manière suivante:

- Les sociétés anonymes par actions, les coopératives et les sociétés d'intérêt collectif agricole par un délégué de leur conseil;

- Les sociétés en nom collectif par un des associés en nom collectif ayant la signature sociale;

- Les sociétés en commandite simple et par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés civiles par un de leurs gérants.

ARTICLE 18 - Les représentants au Conseil d'Administration des actionnaires du groupe "A", ainsi que ceux des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, des coopératives, des sociétés d'intérêt collectif agricole et des associations syndicales libres et autorisées ne sont pas tenus d'être personnellement propriétaires d'actions. Cependant, les actionnaires représentés au conseil doivent déposer dans les caisses de la Société au moins cinq actions en garantie de la gestion des administrateurs qui représentent des actionnaires.

Les actions déposées en garantie de la gestion d'un administrateur seront inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions et frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité.

ARTICLE 19 - Les administrateurs doivent posséder la nationalité des pays desquels ressortent les actionnaires, jouir de leurs droits civils et politiques et n'avoir encouru aucune peine afflictive ou infamante.

En cas de décès, de démission ou de départ pour toute autre cause de l'un des administrateurs, le Conseil nomme à titre provisoire le ou les remplaçants. Ces nominations devront être confirmées par la première assemblée générale. Le mandat de l'administrateur ainsi désigné expirera à la date fixée pour la fin du mandat de son prédécesseur.

Si ces nominations provisoires n'étaient pas ratifiées par l'assemblée les délibérations prises et les actes accomplis par les administrateurs nommés provisoirement, ou avec leur concours, n'en demeuraient pas moins valables.

Les membres du Conseil qui, avant l'expiration normale de leurs fonctions cessent de représenter l'autorité ou l'organisme qui les ont désignés, sont considérés comme démissionnaires et doivent être remplacés.

ARTICLE 20.- Le Conseil désigne chaque année un bureau composé, outre le Président, de deux Vice Présidents choisis parmi ses membres, à raison d'un pour chacun des deux groupes d'actionnaires prévus à l'article 7, et d'un Secrétaire. Le Secrétaire peut être une personne étrangère à la Société.

ARTICLE 21.- Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation de son Président ou, en son absence, d'un des Vice Présidents, ou à la demande de la moitié de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les administrateurs ont le droit de se faire représenter à chaque séance par un de leurs collègues, désigné par lettre recommandée ou par télégramme, mais un administrateur ne peut représenter comme mandataire qu'un seul de ses collègues.

La présence effective du tiers des membres comprenant au moins un représentant de chaque groupe et la représentation tant en personne que comme mandataire de la moitié au moins des membres du Conseil, sont nécessaires pour la validité des délibérations.

En outre le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres présents ou représentés appelés à voter appartient au groupe "A".

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

ARTICLE 22.- Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par le Président de séance et par le Secrétaire ou par la majorité des administrateurs ayant pris part à la séance.

ARTICLE 23.- Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer la Société et agir au nom de cette dernière, accomplir ou autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet et représenter la Société vis-à-vis de l'Etat, de toutes administrations publiques et privées et de tous tiers.

Sous réserves des limitations qui pourraient résulter de l'acte de concession, il a notamment les pouvoirs énumérés aux alinéas suivants, qui sont énonciatifs et non limitatifs:

Il décide tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens, meubles et immeubles, ainsi que tous retraits, transferts, conversions et aliénations de valeurs de la Société.

Il décide, dans le cadre de l'objet social et sous réserve des autorisations administratives nécessaires, de la création de toutes sociétés ou du concours à la fondation de toutes sociétés, fait établir et signer par tous délégués tous statuts, déclarations de souscription et versement et autres actes utiles.

Sous les réserves ci-dessus, il intéresse la société dans toutes affaires ou sociétés constituées ou à constituer, par voie de souscription ou apport en espèces, par achat d'actions, droits sociaux ou autres titres et généralement par toutes formes quelconques.

Sous les mêmes réserves, il fait à toutes les sociétés constituées ou à constituer ap~~port~~ de telles parties de l'actif social qu'il appréciera et ne comportant point la dissolution ou la restriction de l'objet social, il reçoit en représentation tous titres, actions, obligations, droits sociaux ou rémunérations quelconques.

Il accepte, dans toutes sociétés, toutes fonctions, tous mandats de gérant, d'administrateur et autres, les fait exercer par tels délégués qu'il apprécie.

Il consent, accepte et résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente.

Outre la réalisation des travaux qui sont l'objet même de la société, il crée les ateliers, usines, dépôts, locaux, bureaux, agences ou succursales nécessaires; il les déplace et les supprime. Il installe également des centres d'exploitation agricole expérimentaux.

Il hypothèque tous immeubles de la société, consent toutes antichrèses et délégations, donne tous gages, nantissements ou autres garanties mobilières ou immobilières de quelque nature que ce soit, consent toutes subrogations avec ou sans garantie, accepte en paiement toutes annuités et délégations et accepte tous gages, hypothèques et autres garanties.

Il demande, accepte, rétrocède, modifie et même résilie toutes concessions, prend part à toutes adjudications, fournit tous cautionnements ou en opère le retrait.

Il cautionne et avalise.

Il autorise et suit toutes actions judiciaires devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant,

Il autorise tous traités, compromis, transactions, acquiescement désistements, ainsi que toutes délégations, antériorités et subrogations avec ou sans garantie, et toutes mains levées d'inscription, de saisie, d'opposition avant ou après paiement.

Il soumet à l'assemblée générale toutes modifications ou additions aux présents statuts et il délibère et statue sur toutes propositions à faire à l'assemblée générale.

Il fixe la rémunération éventuelle du Directeur général ainsi que celles des Directeurs des différents secteurs.

Il nomme et révoque, sur la proposition du président, tous mandataires, directeurs, représentants, agents et employés de la Société, fixe leurs attributions ainsi que les conditions de leur admission et de leur rémunération.

Il établit l'état prévisionnel des recettes et des dépenses.

Il arrête les comptes à soumettre à l'assemblée générale et fait un rapport sur ces comptes et sur la situation des affaires sociales.

Il adresse chaque année au Ministre de l'Agriculture et aux Ministres dont dépendent le plan et l'Economie un rapport sur les activités et la situation de la Société.

ARTICLE 254- Le Directeur Général sera une personnalité proposée par le Ministre de l'Agriculture et de la Coopération et choisie soit parmi les membres du Conseil, soit à l'extérieur de ce Conseil. Le Directeur Général peut également être assisté d'un ou plusieurs conseillers techniques qui siégeront, avec voix consultative au Conseil d'Administration.

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Coopération des directeurs peuvent être désignés pour assister le Président et le Directeur général en assurant plus spécialement la direction d'une agence déterminée de la société.

Aucun membre du Conseil d'administration autre que ceux recevant une délégation dans les cas prévus aux alinéas 4 et 5 ci-après, Directeur général et les directeurs ne peuvent être investis de fonctions de direction dans la Société.

Toutefois, le Président peut former un Comité de direction composé soit d'administrateurs, soit de Directeurs ou conseillers techniques soit des uns et des autres, et chargé d'étudier les questions que le Président renvoie à son examen. Le président pourra faire appel, pour permettre au comité de mener à bien la tâche qui lui sera confiée, à tout représentant qualifié d'une administration ou d'un organisme technique dont le concours lui paraîtrait utile.

Si le président est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions il peut déléguer tout ou partie de celles-ci à un administrateur agréé par le Conseil d'administration ; cette délégation, renouvelable, doit toujours être donnée pour une durée limitée.

ARTICLE 25.- Les directeurs chefs d'agence seront assistés de Comités consultatifs où sera assurée une large représentation des collectivités villages, coopératives, etc, intéressées par les actions de développement rural confiées à ces agences. Ces comités consultatifs comprendront également les députés et conseillers généraux, les préfets et sous-préfets de la région intéressés, ainsi que les représentants des services de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts pour cette même région.

Le Ministre de l'Agriculture, Président du Conseil d'Administration pourra également appeler à ces comités consultatifs toute personne qu'il jugera représentative ou susceptible d'apporter une collaboration efficace.

Les Comités se réuniront au minimum une fois par trimestre sur la convocation du Directeur de l'Agence, lequel fixera également l'ordre du jour.

ARTICLE 26.- Le Conseil d'administration détermine les pouvoirs du Président et, sur la proposition de celui-ci, ceux du directeur général et des directeurs chefs d'agences.

Le Président, le directeur général et les directeurs chefs d'agences peuvent consentir des délégations partielles de pouvoir à des personnes étrangères au conseil pour la gestion courante de la société.

La nomination du directeur général et celles des directeurs chefs d'agences devront être agréées par les Ministres dont dépendent le Plan et l'Economie, avant d'être proposées au Conseil d'Administration.

ARTICLE 27.- Les membres du Conseil d'Administration, y compris le Président, sont responsables de leur gestion, conformément aux lois en vigueur.

ARTICLE 28.- Les conventions conclues entre la société et l'un de ses administrateurs ou entre la société et une entreprise dont l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé en nom, gérant ou administrateur ne peuvent intervenir que dans les conditions prévues à l'article 40 de la Loi du 24 Juillet 1867.

ARTICLE 29.- Il est interdit aux administrateurs de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

ARTICLE 30.- Les administrateurs auront droit, à titre de jetons de présence à une rémunération fixe annuelle dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale et porté dans les frais généraux. Le Conseil d'administration répartira entre ses membres, dans les proportions qu'il jugera convenables, la rémunération ainsi allouée.

- T I T R E IV -

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 31.- L'assemblée générale ordinaire nomme pour trois ans un ou plusieurs commissaires aux comptes, pris sur la liste des commissaires agréés par la Cour d'appel du siège social.

Si l'assemblée générale a nommé plusieurs commissaires aux comptes, l'un d'eux peut agir seul, en cas de décès, de démission, refus ou empêchement des autres. En cas de désaccord chacun d'entre eux peut présenter un rapport séparé.

En cas de décès, refus, démission ou empêchement de tous les commissaires, il sera procédé à la nomination d'un ou plusieurs commissaires soit par une assemblée générale des actionnaires, convoquée au besoin spécialement à cet effet, soit à défaut de sa convocation par une ordonnance du président du tribunal de commerce du siège social à la requête de tout intéressé, le Conseil d'administration dûment appelé.

Les commissaires ont droit à une rémunération fixée par l'assemblée générale et maintenue jusqu'à décision nouvelle de sa part.

.../...

ARTICLE 32.- L'activité de la société est soumise au contrôle économique et financier, dans les conditions prévues par les dispositions législatives en vigueur.

- T I T R E V -

ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 33.- L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou incapables.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent, libérées des versements exigibles.

Dans toutes les assemblées, le quorum n'est calculé qu'après déduction de la valeur nominale des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

ARTICLE 34.- Les assemblées générales sont dites ordinaires si les décisions qu'elles ont à prendre se rapportent à la gestion, l'administration de la société ou à l'interprétation des statuts. Les assemblées générales ordinaires peuvent être annuelles ou exceptionnelles. Les assemblées annuelles sont réunies par le conseil d'administration dans les six premiers mois qui suivent la fin de l'exercice.

Des assemblées générales ordinaires peuvent être convoquées exceptionnellement par le conseil d'administration ou par les commissaires aux comptes en cas d'urgence. Le Conseil est tenu de convoquer l'assemblée générale lorsque la demande lui en est faite par les actionnaires représentant le quart au moins du capital social qui pourront faire inscrire à l'ordre du jour les questions qu'ils entendent soumettre à l'assemblée.

En cas de négligence à cet égard, tout actionnaire aura le droit d'obtenir, par voie de requête au Président du tribunal de commerce, la nomination d'un administrateur ad hoc dont la mission comportera la réunion des actionnaires, avec un ordre du jour comprenant outre les questions susvisées, la discussion des causes qui motivent ou justifient le retard dans la réunion de l'assemblée.

Le Conseil d'administration peut également convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige.

ARTICLE 35.- Les convocations aux assemblées générales sont faites au moins quinze jours à l'avance par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du siège social. Elles doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Le délai de convocation peut être réduit à six jours francs pour les assemblées ordinaires convoquées exceptionnellement ou réunies sur deuxième convocation.

.../...

Lorsqu'une Assemblée n'a pu se réunir faute de quorum suffisant, les assemblées subséquentes sont convoquées et délibèrent dans les formes prévues aux articles 30 et 31 de la loi du 24 Juillet 1867, modifiée par la loi du 1er Mai 1930 et la loi du 25 Février 1953.

Les actionnaires qui en auront fait la demande doivent être convoqués à leurs frais à toute assemblée, par une lettre expédiée dans le délai imparti pour la convocation de cette assemblée.

ARTICLE 36. - Les titulaires d'actions peuvent assister à l'assemblée sans formalités préalables.

Nul ne peut représenter un actionnaire à l'assemblée s'il n'est lui-même membre de cette assemblée ou représentant légal d'un membre de l'assemblée.

Les Sociétés sont valablement représentées par un gérant ou un associé en nom ayant la signature sociale, ou par un délégué du Conseil d'administration valablement désigné à cet effet.

Les coopératives et sociétés d'intérêt collectif agricole sont également représentées par un délégué mandaté de leur conseil d'administration.

Les départements et les villages sont valablement représentés par un délégué du conseil général ou du conseil de village à qui délégation spéciale aura été donnée à cet effet ; les chambres de commerce et les chambres d'agriculture, les associations régulièrement reconnues et les établissements ou autres collectivités publiques sont valablement représentés par un délégué ayant reçu mandat spécial à cet effet.

L'actionnaire qui a donné ses actions en nantissement conserve seul le droit d'assister aux assemblées générales.

ARTICLE 37. - La forme des pouvoirs est arrêtée par le Conseil d'Administration.

Le mandat de représentation valable pour une assemblée déterminée l'est également pour toutes celles qui pourraient en être la conséquence directe. Toute révocation des pouvoirs d'un mandataire dont le mandat aura été déposé au siège social en vue de cette assemblée devra, pour être valable, y être signalée par acte extrajudiciaire.

ARTICLE 38. - L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou par un administrateur délégué par le Conseil. A défaut, l'assemblée élit son président.

Le président de l'assemblée est assisté de deux scrutateurs, qui constituent avec lui le bureau.

Les fonctions des scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents au début de la séance et acceptant, qui représentent, tant par eux-mêmes que par les pouvoirs qui leur ont été conférés, le plus grand nombre d'actions.

Le bureau s'ajoint un secrétaire, lequel peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires présents et représentés et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille, dûment émargée par les actionnaires présents ou par leur mandataire, et certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social et doit être communiquée à tout

Les fonctions du bureau se rapportent exclusivement à la tenue de l'Assemblée et à son fonctionnement régulier ; les décisions du bureau ne sont jamais que provisoires et restent toujours soumises à un vote de l'assemblée elle-même, que tout intéressé peut provoquer.

ARTICLE 39. - L'ordre du jour est arrêté par l'autorité qui convoque l'assemblée.

Sous réserve des dispositions de l'article 37, alinéa 3, il n'y est porté que les propositions émanant du conseil ou des commissaires aux comptes et celles qui ont été communiquées au conseil au moins vingt jours francs avant la réunion, au nom d'actionnaires représentant au minimum le quart du capital social.

Il ne peut être mis en délibération d'autres objets que ceux portés à l'ordre du jour, sauf les résolutions qui seraient une conséquence directe de la discussion provoquée par un de ceux-ci.

ARTICLE 40. - Pour délibérer valablement l'assemblée générale ordinaire doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social et parmi ceux-ci il devra y en avoir au minimum 51 % appartenant à la catégorie A.

Si cette considération n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau, selon les formes prescrites par l'article 38. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables, quelque soit le nombre d'actions représentées, mais elles ne peuvent porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

ARTICLE 41. - Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, à la seule exception des cas prévus par l'article 27 de la loi du 24 Juillet 1867 où le maximum de voix est de dix.

Le vote a lieu à mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit réclamé par le quart au moins des actionnaires présents.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial. Ces procès-verbaux, ainsi que ceux qui devraient être à dresser en la forme authentique, sont signés par les membres du bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

ARTICLE 42. - L'assemblée générale ordinaire annuelle entend le rapport des administrateurs. Elle entend, en outre, la lecture des rapports des commissaires aux comptes.

Elle discute, approuve, rejette ou redresse les comptes et le bilan et fixe les sommes à répartir dans le cadre des dispositions du titre VII.

Elle décide la constitution des réserves dans les conditions fixées au titre VII et leur destination s'il y a lieu.

Elle désigne les administrateurs.

Elle nomme, remplace ou révoque les commissaires aux comptes, fixe le montant des jetons de présence du conseil ainsi que la rémunération des commissaires aux comptes.

Elle donne tous quitus, ratifications et décharges; elle statue sur le rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément à l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867, et donne les approbations prévues par ce texte; elle confère au conseil d'administration tous les pouvoirs qui sont sollicités pour des opérations spéciales, mais à condition que ces opérations ne rentrent pas dans les actes et questions énoncés ci-après à l'article 46 comme étant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Des assemblées convoquées exceptionnellement mais délibérant dans les mêmes conditions que l'assemblée ordinaire annuelle peuvent statuer sur toutes les questions relevant de la compétence de l'assemblée ordinaire annuelle, à l'exception de celles ayant trait à l'approbation des comptes ou s'y rattachant.

ARTICLE 43.— L'assemblée générale extraordinaire peut, sur l'initiative et la proposition du conseil d'administration, modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sous réserve que ces modifications soient approuvées par décret en conseil des Ministres.

Elle peut notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :

- changer la dénomination de la société ;
- augmenter ou réduire le nombre des administrateurs et des actions nécessaires aux administrateurs pour la garantie de leur gestion ;
- modifier la date de clôture de l'exercice social;
- changer le mode de convocation des assemblées générales, dans le cadre des lois et décrets en vigueur;
- augmenter ou réduire le capital social;
- décider la division de chaque action, ou, au contraire, voter la diminution du nombre des titres par leur réunion, même si cette réunion doit entraîner des mutations obligatoires de titres;
- modifier la forme et les conditions de transmission des actions ainsi que la composition de l'assemblée ordinaire et le calcul des voix dans cette assemblée;
- céder à tout tiers ou apporter à toutes sociétés en formation ou constituées l'ensemble des biens, droits ou obligations de la société;
- décider toute fusion ou alliance de société avec d'autres sociétés;
- modifier l'objet social, notamment par voie d'extension et de restriction, sans pouvoir le modifier complètement ou l'altérer dans son essence;
- décider l'amortissement du capital;
- modifier l'emploi ou la répartition des bénéfices de l'actif social.

Les assemblées appelées à statuer sur les questions prévues au présent article seront soumises aux dispositions ci-après : le texte des résolutions ayant pour objet la modification des présents statuts

Tout actionnaire aura le droit d'assister à ces assemblées quelque soit le nombre de ses actions avec un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il possède ou qu'il représente sans limitation.

ARTICLE 44 - Les assemblées générales qui sont appelées soit à vérifier les apports en nature ainsi que les avantages particuliers, à nommer les premiers administrateurs et à vérifier la sincérité de la déclaration des fondateurs de la Société, soit à décider ou autoriser toute augmentation de capital ou à délibérer sur toutes les modifications statutaires, y compris celles touchant à l'objet et à la forme de la société, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social. Toutefois, le capital social qui doit être représenté pour la vérification des apports ne comprend pas les actions appartenant à des personnes qui ont fait l'apport ou stipulé des avantages particuliers soumis à l'appréciation de l'assemblée.

Si la première assemblée n'a pas réuni la moitié du capital social, de nouvelles assemblées peuvent être convoquées dans les formes prescrites à l'article 39.

- TITRE VI -

ETAT DE PREVISION - INVENTAIRE - BENEFICES - RESERVES

ARTICLE 45 - L'année sociale commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera à la date de constitution de la société et se terminera le 31 Décembre 1962.

La comptabilité de la société est conforme aux dispositions du plan comptable.

Elle devra être tenue de façon telle que les résultats de chacun des secteurs de la société apparaissent dans des comptes distincts.

Il est établi chaque année par le conseil d'administration un état prévisionnel, un inventaire, un bilan, un compte de profits et pertes.

L'état prévisionnel concerne aussi bien les opérations concédées que les opérations ne faisant pas l'objet d'une concession.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires aux comptes le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale annuelle, ils sont présentés à cette assemblée.

ARTICLE 46 - Le bilan et le compte de profits et pertes et généralement tous les documents qui, d'après la loi, doivent être communiqués à l'assemblée, doivent être tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée, le tout sans préjudice de tous autres droits de communication susceptibles d'être conférés aux actionnaires par la législation en vigueur.

ARTICLE 47 - Les produits constatés par l'inventaire, après déductions des dépenses et charges d'exploitation, des frais généraux, des charges financières, des amortissements, des prélèvements nécessaires pour la constitution d'un fonds de renouvellement, constituent le bénéfice net.

...../.....

Sur ce bénéfice, après affectation s'il y a lieu, à l'extinction des pertes des exercices précédents, il est prélevé 5 p. 100 pour la formation du fonds de réserve légal. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale à un dixième du capital, mais reprend son cours si le fonds de réserve devient inférieur à ce dixième.

L'exédent sera affecté suivant les décisions de l'assemblée générale notamment à la constitution de réserves extraordinaires au fonds de prévoyance, à l'amortissement du capital ou au réinvestissement dans des opérations ressortant de l'activité de la société.

En raison de l'objet de la présente société, et afin de réserver le maximum possible des disponibilités au financement d'opérations nouvelles, il ne sera pas versé d'intérêt à titre de dividende aux actionnaires.

En cas d'amortissement du capital, il est délivré des actions de jouissance qui confèrent aux propriétaires tous les droits attachés aux actions non amorties quant à l'actif social et au droit de vote aux assemblées.

ARTICLE 48 - Il ne peut être attribué de tantièmes aux administrateurs.

- T I T R E VII -

DISSOLUTION

ARTICLE 49 - A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs; sauf décision de l'assemblée générale, les liquidateurs ont les mêmes pouvoirs que ceux conférés par l'article 21 au Conseil d'Administration.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires.

Le mode de liquidation et la nomination des liquidateurs seront soumis à l'approbation du Ministre de l'Agriculture et des Ministres de l'Economie et du Plan. Ceux-ci peuvent modifier des dispositions arrêtées par l'assemblée générale.

L'assemblée générale régulièrement constituée conserve, pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la société elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

Sous réserve de l'approbation du Ministre de l'Agriculture et des Ministres de l'Economie et du Plan, l'assemblée générale peut également autoriser les liquidateurs à faire l'apport, la vente, soit à l'amiable, soit aux enchères ou la cession à une autre société ou à toute autre personne, de tout ou partie des biens, droits, engagements et obligations de la société dissoute, et de recevoir en représentation de cette cession ou de cet apport, pour la totalité ou pour partie, des espèces, des actions entièrement libérées, des titres, valeurs ou parts quelconques.

L'assemblée générale est convoquée par les liquidateurs de leur propre initiative ou quand ils sont requis par une demande émanant d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social et stipulant les objets à mettre à l'ordre du jour.

Pendant la liquidation, tous extraits ou copies de procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration pour les réunions antérieurement tenues, comme pour celles tenues pendant la liquidation, seront valablement certifiés par l'un des liquidateurs.

ARTICLE 50 - Toutes les valeurs provenant de la liquidation sont employées d'abord à éteindre le passif social, ensuite à rembourser aux actions le montant de leur capital libéré et non amorti. Le surplus est réparti entre les actionnaires.

- T I T R E VIII -

CONTESTATIONS

ARTICLE 51 - Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet ou à raison des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile au lieu du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile.

A défaut, les assignations ou significations sont valablement faites au parquet du Procureur de la République près le tribunal civil du lieu où se trouve le siège social, sans que pour les délais il y ait obligation de tenir compte de la distance à laquelle se trouve le domicile réel de l'actionnaire.

ARTICLE 52 - Toutes contestations entre les tiers et la société qui seraient motivées par l'entreprise et l'exploitation, à quelque titre que ce soit, notamment pour l'exécution de contrats, réclamations du personnel, discussion de contrats et de comptes, seront jugées par les tribunaux compétents du siège social, sauf conventions contraires exprimées.-

Statuts adoptés en Assemblée Générale Constitutive le vingt neuf Décembre mil neuf cent soixante et un.-

Le Secrétaire

Les Scrutateurs

Le Président

M. MOULON

E. KOUDOGBO D. VARISSOU

S. DASSI